

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

États-Unis • (Page 08)

Robinhood poursuivi après le suicide d'un trader amateur

Un étudiant californien s'est suicidé, « paniqué » à l'idée de devoir rembourser plus de 650'000 francs sur le site de ...

Commerce

Cuba s'ouvre au privé pour relancer son économie

Depuis la révolution socialiste menée par Fidel Castro en 1959, l'État avait la mainmise sur l'ensemble de l'économie ... • (Page 08)

Protection sociale des travailleurs

• (Page 03)

Un colloque sur l'économie informelle à Lomé



Industrialisation au Togo

• (Page 04)

Kodjo Adedze visite Steel Cube Togo Sarl

Financement

Le MIFA accompagne le Complexe Cajou du Centre

Le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques (MIFA) a permis au ... • (Page 02)

Région des Savanes

Confiance renouvelée aux forces de l'opération Koundjoaré

Le Président de la République, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, s'est rendu ce 08 février 2021 à Namoundjoga dans le ... • (Page 04)

Afrique de l'Ouest

La BAD aide les pays à réduire leurs émissions de carbone

La Banque africaine de développement (BAD) a accordé un soutien financier à un projet qui renforcera les efforts des pays ... • (Page 06)

Production halieutique

Plus de 20 000 togolais vivent de la pêche

La mise en place du Plan de gestion des pêcheries par les pouvoirs publics ont permis d'améliorer la production halieutique ainsi ... • (Page 11)



REJOIGNEZ L'AVENIR



MOOV TOGO DEVIENT MOOV AFRICA

Financement

Le MIFA accompagne le Complexe Cajou du Centre

Le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole fondé sur le partage de risques (MIFA) a permis au Complexe Cajou du Centre de décrocher un financement de 600 millions FCFA, afin de moderniser sa production.



L'entreprise qui développe une chaîne complète de transformation de noix de cajou avec des machines automatiques a, grâce à ce coup de pouce, créé 200 emplois directs essentiellement en faveur des femmes et 100 emplois saisonniers dans le village de Sagbadéi (région centrale), où elle est implantée. L'information a été diffusée par la société qui se porte garante pour couvrir une partie des

risques liés aux crédits agricoles, à la faveur d'une visite de la cheffe du gouvernement togolais Victoire Tomégah-Dogbé dans les locaux du Complexe Cajou du Centre. Un complexe qui comprend l'usine de transformation, la plantation et des installations dédiées à l'apiculture. Selon Ibrahim Kangaye promoteur du Complexe Cajou du Centre, l'usine a une capacité annuelle de production de 8 000 t de noix de cajou et de 2

000 t d'amande dont l'essentiel est exporté vers l'Europe et les Etats-Unis. « Ici, c'est une usine de transformation de noix de cajou. Nous transformons les noix en amande de cajou pour l'exportation. L'essentiel de ce que nous produisons est exporté », a déclaré l'entrepreneur agricole qui précise que l'entreprise ambitionne de destiner une partie de sa production à la consommation locale.

Avec Togo First



AUX DECIDEURS ...

Eliminer les obstacles non tarifaires

Pour garantir un environnement propice aux investissements, toutes les dispositions seront prises pour permettre au secteur privé de tirer profit de la Zlecaf (zone de libre-échange continentale africaine).

Pour le ministre en charge du commerce au Togo, Kodjo Adédzé « le gouvernement mettra tout en œuvre pour préserver les acquis afin de garantir un environnement propice aux investissements », a-t-il indiqué devant les représentants du secteur privé, jeudi 04 février 2021.

Nul n'ignore que la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est effective depuis le 1er janvier 2021. Ce projet vise à intégrer à terme l'ensemble des 55 Etats membres de l'Union africaine.

L'UA estime que la ZLECA permettra d'augmenter de près de 60% d'ici à 2022 le commerce intra-africain et de donner un coup de fouet à l'ensemble de ses économies.

Toutefois, ses détracteurs évoquent le manque de complémentarité des économies et craignent que des importations bon marché ne portent préjudice aux petits producteurs agricoles et industriels. La Zlec doit favoriser le commerce au sein du continent, attirer des investisseurs et permettre aux pays africains de s'émanciper de l'exploitation des matières premières.

Actuellement, seulement 16% du commerce des pays africains s'effectue avec d'autres pays du continent, et ce principalement au sein des groupes économiques régionaux tels que la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), la Cedeao (Communauté économique d'Afrique de l'Ouest) ou l'EAC (Communauté d'Afrique de l'Est). Le commerce intra-européen s'élève à quelque 65%.

La réussite de la ZLECA dépend donc beaucoup de l'élimination d'obstacles dits non tarifaires, auxquels elle entend s'atteler, tels la corruption, la piètre qualité des infrastructures ou le temps d'attente aux frontières.

Le but de la ZLECA est dans un premier temps de supprimer les droits de douane pour 90% des marchandises. Laissés à la discrétion de chaque pays, 7% seront libéralisés sur une période plus longue, tandis que les trois restants ne le seront pas.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Srnig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Protection sociale des travailleurs

Un colloque sur l'économie informelle à Lomé

Réfléchir aux stratégies et outils à mettre en œuvre pour accélérer le processus d'extension du régime de sécurité sociale, afin que les travailleurs de l'économie informelle aient les pleines garanties de protection sociale nécessaires à leur résilience aux risques sociaux et aux chocs économiques. Dans cette optique, se tient à Lomé, au siège de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) du Togo, vendredi 12 février 2021, un colloque sur les mécanismes d'extension effective de la couverture sociale aux travailleurs de l'économie informelle.



• Joël YANCLO

Quelle que soit l'efficacité de l'approche du monde développé face à la pandémie de Covid-19 en termes de protection de la santé publique, elle ne fonctionnera tout simplement pas en Afrique sans protection sociale ». Telle est la vision qu'exprimait déjà, en avril 2020, le chef de l'Etat togolais, Faure GNASSINGBE, dans une tribune du célèbre et très orthodoxe quotidien économique et financier britannique de référence Financial Times. Une vision éclairée qui interpelait l'ensemble des acteurs du monde du travail et de la protection sociale, sur la nécessité de réfléchir aux canaux possibles pour traduire dans les faits la parfaite résilience des populations en ces temps désastreux de pandémie au COVID 19. C'est dans cette perspective que va se tenir, le vendredi 12 février 2021 au siège de la CNSS,

un colloque sur les mécanismes d'extension effective de la couverture sociale aux travailleurs de l'économie informelle. L'économie informelle en question, c'est en chiffres, 85,5 % d'unités informelles sur 119.318 entreprises, 97,1 % d'entreprises individuelles pour une population concernée de 3.341.763 de personnes dont 52,7 % de femmes avec un taux de participation à l'em-

ploi de 98 % et une part au PIB de 52 %. La rencontre de vendredi prochain, organisée par le Bureau International du Travail (BIT) en collaboration avec l'Union Européenne, Social Protection and public Finance Management et le Gouvernement Togolais, part du constat que 97,7 % des travailleurs de l'économie informelle ne bénéficient pas encore d'une couverture effective en ma-

tière de sécurité sociale. Il est à rappeler que le Bureau International du Travail (BIT), dans le cadre du nouveau Projet Réponse en faveur des travailleurs de l'économie informelle pendant la crise COVID - 19, appuie les actions des mandants tripartites et des institutions de sécurité sociales, en particulier la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) pour renforcer les piliers opérationnels permettant la couverture sociale des acteurs de l'économie informelle. Il est question, à termes, de développer une base des connaissances nécessaires pour l'architecture et la détermination des paramètres techniques et financiers pour l'élaboration des produits de sécurité sociale adaptés aux travailleurs de l'économie informelle, de renforcer le système d'information et d'adapter le cadre institutionnel pour faciliter l'immatriculation de ces travailleurs. Le projet vise également le renforcement

des capacités de l'ensemble des acteurs afin de faciliter le consensus autour des options d'extension de la sécurité sociale qui, tout en garantissant l'adéquation et l'accessibilité aux prestations, garantissent également la viabilité et le développement du régime. Au niveau mondial que seulement 27 % de la population bénéficient d'une couverture sociale adéquate et que 55 % n'ont aucun accès à la protection sociale, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) s'est donnée pour mission d'aider les pays à mettre en place des systèmes, mesures et socles de protection sociale pour tous, adaptés aux différents contextes nationaux. La rencontre de vendredi prochain intervient à la suite de la campagne nationale conjointe menée en 2019 sur l'étendue du territoire par le Bureau International du Travail (BIT) et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale pour préparer les acteurs de tous bords à l'exten-

sion de la couverture sociale au secteur informel.

A propos du secteur informel

Les termes « secteur informel » sont largement utilisés pour désigner cette partie du marché du travail des pays en développement qui absorbe un nombre important de demandeurs d'emploi et de chômeurs, pour la plupart engagés dans des activités indépendantes ou de très petites unités de production. Traduire ce concept en termes opérationnels et mesurer l'étendue du secteur informel pose un problème de méthodologie en raison de son ampleur et de son hétérogénéité. Toutefois, il existe sur un certain nombre de pays un ensemble de statistiques longitudinales d'une relative comparabilité. Le BIT, par ses recherches et ses enquêtes, et la Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) ont beaucoup contribué à l'élaboration d'une définition statistique largement acceptée du secteur informel.



Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Industrialisation au Togo

Kodjo Adedze visite Steel Cube Togo Sarl

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze a effectué une visite pour constater la capacité de l'usine de production de fer à béton Steel Cube Togo Sarl ce lundi 08 Février 2021 à Kara.



● Bernard AFAWOUBO

Inaugurée le 23 Avril 2019 par le président de la République Faure Gnassingbé, l'usine de production de fer à béton Steel Cube Togo Sarl a été visitée par le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, Kodjo Adedze ce lundi 18 février 2021 à Kara. Au cours de cette visite le ministre en charge du commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale a constaté la capacité de production de cette usine et le nombre d'emplois créés. En effet, à base de 40 000 tonnes de matières premières, l'usine de production de fer à béton Steel Cube Togo Sarl produit 30 000 tonnes de fer à béton par an. Une production que les premiers responsables espèrent doubler. En outre, elle emploie à ce jour au total 450 personnes. La création

de cette usine de production correspond à la stratégie contenue dans le plan national de développement durable (PND) qui privilégie la transformation et l'industrialisation au Togo. L'usine de production de fer à béton Stell Cube Togo Sarl ambitionne de créer plus de 1 000 emplois directs.

Steel Cube Togo Sarl en brève

Steel Cube Togo Sarl est l'un des leaders de l'industrie sidérurgique ouest-africaine. Il s'agit d'une société en zone franche à responsabilité limitée enregistrée sous la zone franche (SAZOF) Togo. Guidés par une philosophie de production d'acier durable, nous proposons des produits et des solutions qui visent à apporter à ses clients le meilleur, en termes de qualité et de service. Chez Steel Cube Togo Sarl, nous croyons en l'innovation continue avec

des solutions de bout en bout, fonctionnant avec une technologie de pointe avec une sortie sûre, sûre et dans une atmosphère de travail aimable. La Société opère en tant qu'acteur monopolistique dans la fabrication et la fourniture de barres TMT, qui ont une présence plus large sur le marché pour les structures de renforcement en béton à usage général, les ponts et les passerelles, les barrages, les centrales thermiques et hydrauliques, les structures industrielles, les immeubles de grande hauteur, les plates-formes souterraines, les rapides systèmes de transport etc ... Notre processus de fabrication de qualité, nos conceptions d'ingénierie supérieures offrent la résistance et la flexibilité idéales aux barres d'acier TMT requises dans l'industrie de la construction d'aujourd'hui.

Région des Savanes

Confiance renouvelée aux forces de l'opération Koundjoaré

Le Président de la République, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, s'est rendu ce 08 février 2021 à Namoundjoga dans le Kpéndjal-Ouest où il s'est entretenu avec les troupes de l'Opération militaire Koundjoaré.

● Vivien ATAKPABEM

Le Chef de l'Etat a échangé avec les troupes sur les derniers développements de la situation sécuritaire du Togo et de la sous-région ouest africaine. Il a tenu à féliciter les troupes pour l'efficacité dont elles font montre sur le terrain. « Je suis venu vous féliciter, et vous dire notre fierté pour ce que vous avez réussi à faire et ce que vous réussissez à faire chaque jour » a déclaré le Chef de l'Etat à l'entame de son propos, indique la Présidence de la République Togolaise. Le Président de la République, Chef des armées a donné aux troupes de nouvelles orientations afin qu'elles puissent mener efficacement leur mission de prémunir le Togo contre les menaces sécuritaires, eu égard aux attaques terroristes dans le Sahel. Le Chef de l'Etat a saisi l'occasion pour renouveler sa confiance aux forces de défenses et de sécurité, a promis de renforcer



leurs capacités opérationnelles dans la lutte contre l'insécurité, le terrorisme et l'extrémisme violent. Il a par ailleurs convié les populations civiles à adhérer à cette lutte commune contre les menaces sécuritaires. Les troupes ont remercié le chef des armées et lui ont exprimé leur adhésion totale aux nouvelles recommandations et directives. L'Opération militaire Koundjoaré est un dispositif mis en place depuis

septembre 2018 et qui sert de bouclier anti-terroriste entre le Togo et les pays du sahel en proie à l'insécurité, le terrorisme et l'extrémisme violent. En marge de cette rencontre, le Chef de l'Etat a visité les infrastructures socioéducatives et économiques de la préfecture. Il a à cette occasion encouragé les apprenants et les responsables éducatifs à respecter les mesures barrières dans la lutte contre la COVID-19.



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Afrique de l'Ouest

La BAD aide les pays à réduire leurs émissions de carbone

La Banque africaine de développement (BAD) a accordé un soutien financier à un projet qui renforcera les efforts des pays d'Afrique de l'Ouest pour atteindre leurs objectifs de contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat.



● Nicole ESSO

La Banque assurera la préparation de notes conceptuelles explorant l'utilisation des résultats d'atténuation transférables au niveau international (ITMO) dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. Le projet est financé par le Centre et Réseau Africain de Technologie et Financement du Climat (ACTFCN), une initiative gérée par la Banque qui s'appuie sur des fonds du Fonds d'affectation spéciale du FEM et du Fonds spécial pour le changement climatique. Le projet est mis en œuvre par un consortium dirigé par Triple E Systems. « Cette intervention mettra en place une plate-forme solide, comprenant des processus, des procédures et des structures qui assureront une participation réelle et pratique de la sous-région ouest-africaine à l'utilisation des ITMO pour réaliser certaines de leurs aspirations en matière de CDN. Il constituera la base de la reproduction de ces activités dans d'autres

pays africains », a déclaré Gareth Phillips, directeur du financement du climat et de l'environnement à la Banque africaine de développement. L'initiative aidera les gouvernements à développer les capacités techniques et les infrastructures institutionnelles pour permettre au secteur privé d'accéder à de nouvelles sources de financement climatique et de promouvoir de nouveaux mécanismes de financement pour les projets d'efficacité énergétique et d'atténuation. Les ITMO promeuvent les technologies à faible émission de carbone et accélèrent la mise en œuvre de projets et de programmes pour des projets d'efficacité énergétique. Le processus implique la mise en œuvre d'un projet approuvé qui réduit les émissions de gaz à effet de serre et crée des résultats d'atténuation en utilisant des procédures comptables approuvées. Ces étapes sont suivies du transfert des résultats de l'atténuation de la partie hôte à une partie acheteuse. Les

ajustements correspondants dans les registres des deux parties garantissent l'intégrité environnementale. L'accord de Paris autorise l'utilisation des marchés pour le transfert d'ITMO entre pays afin de respecter les engagements contenus dans leurs CDN.

Le projet tirera également parti de l'engagement actif de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest dans les négociations sur le climat, notamment autour de l'article 6 de l'accord de Paris, et des activités de l'Alliance ouest-africaine pour les marchés du carbone et la finance climatique (l'Alliance ouest-africaine ou WAA), qui offrir la possibilité d'étendre la portée de la tarification du carbone pour permettre la mise en œuvre complète des CDN. ACTFCN vise à soutenir les pays membres d'Afrique subsaharienne dans l'intensification du déploiement de technologies à faible émission de carbone et résilientes au climat pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Vaccin Pfizer de l'OMS

Seuls 4 pays africains sur 13 recevront les premiers stocks

L'organisation onusienne, qui doit jouer des coudes avec les pays riches pour sécuriser ces doses de vaccins, a invité les pays africains à « affiner leur planification pour les campagnes de vaccination COVID-19 », pour augmenter leurs chances.

Dans une récente conférence de presse virtuelle, l'OMS a révélé les 4 pays africains, sélectionnés parmi 13 candidats, pour recevoir en premier les doses de vaccins Pfizer, dans le cadre de l'initiative d'appui pilotée par l'organisation onusienne. Il s'agit du Cap-Vert, de l'Afrique du Sud, du Rwanda, et de de la Tunisie. « Environ 320 000 doses du vaccin Pfizer-BioNTech ont été attribuées à quatre pays africains - le Cap-Vert, le Rwanda, l'Afrique du Sud et la Tunisie », a annoncé la directrice de l'OMS pour la région africaine, Dr Matshidiso Moeti.



En effet, pour leur donner accès à un volume initial limité du vaccin produit par le fabricant américain, les pays du continent avaient été invités par l'OMS à soumettre leur candidature. Les 13 soumissionnaires ont été évalués par un comité multi-agences, en tenant notamment compte de leurs taux de

mortalité actuels, du nombre de nouveaux cas journaliers, des tendances épidémiologiques affichées, ainsi que sur leur capacité à gérer les besoins en chaîne ultra-froide, pour la conservation du vaccin. C'est ce dernier critère qui a notamment exclu un grand pays comme le Nigeria, qui n'a pu satisfaire l'exigence standard de pouvoir conserver les doses à la bonne température. Ceci bien que le gouvernement nigérian ait auparavant déjà déclaré s'attendre à recevoir 100 000 doses, dans le cadre de l'initiative COVAX.

Avec Agence Ecofin

Côte d'Ivoire

Bloomfield reconduit la note de Palmci

A l'issue de la réévaluation des notes de PALMCI, le Comité de notation de l'Agence Bloomfield Investment Corporation a décidé de maintenir à long terme la note A (note d'investissement), avec une perspective stable et de maintenir à court terme, la note A1 (note d'investissement), avec une perspective stable.



Le Comité de Notation constate que la production globale des régimes de palme a augmenté de 18% en 2019 (1 365 104 tonnes contre 1 152 239 tonnes en 2018) du fait, non seulement de la fin du phénomène de repos végétatif, mais également des actions menées en faveur de l'amélioration du rendement des plantations (villageoises et industrielles). Cet accroissement de la production de régimes de palme a contribué à celui de la production d'huile de palme (+17%), puis à la progression de 4% du chiffre d'affaires à 104 588 millions de francs CFA (bien que le prix moyen de vente de l'huile de palme brute fixé par l'AIPH ait continué de baisser en 2019). Le Comité note que les performances commerciales et la maîtrise des charges

d'exploitation ont eu une incidence positive sur les résultats de la société qui se sont améliorés (marge commerciale : +24% ; valeur ajoutée : +24% ; EBE : +203% ; Résultat net : +56%). Le Comité relève toutefois que la structure financière à long terme de PALMCI demeure déséquilibrée, en raison des pertes nettes enregistrées au cours des deux (2) dernières années (2018 : - 12 613 millions de francs CFA ; 2019 : - 5 562 millions de francs CFA). Ce déséquilibre financier affecte négativement le profil de financement des activités de l'entreprise (recours plus important à l'endettement bancaire à court terme), avec une trésorerie d'exploitation éprouvée par les besoins d'investissements (principalement destinés à maintenir la productivité des plantations et à renforcer

les capacités de gestion/production des usines) dans un contexte de baisse générale du prix de vente de l'huile de palme (liée à l'évolution du cours mondial de l'huile de palme) et de forte concurrence. Le Comité retient néanmoins que PALMCI dispose d'une bonne flexibilité financière auprès des partenaires bancaires qui est soutenue par la position forte de son actionnaire principal (le groupe SIFCA) dans le tissu agroindustriel et l'économie du pays. Le Comité note que les activités de PALMCI semblent n'avoir pas été significativement impactées par la crise sanitaire, au regard de l'évolution à la hausse du prix de vente de l'huile de palme au cours des sept (7) premiers mois de l'année (en glissement annuel), qui a contribué à une augmentation du chiffre d'affaires (83 265 millions de francs CFA contre 75 574 millions de francs CFA en juillet 2019) du bénéfice net (9 333 millions de francs CFA contre 8 455 millions de francs CFA en juillet 2019).

Avec Financial Afrik

Pollution pétrolière

Shell perd son combat contre quatre fermiers au Nigeria

Bonne nouvelle pour les défenseurs de l'environnement. En effet, la justice néerlandaise a condamné, vendredi 29 janvier 2021, en appel Shell à verser des indemnités dans un procès de longue date, notamment en 2008 (Ndlr : 13 ans) intenté par quatre fermiers nigériens, qui accusent le géant pétrolier de fuites de pétrole ayant gravement pollué trois villages dans le delta du Niger.

Le tribunal a jugé que la filiale de Shell au Nigeria était « responsable des dommages résultant des déversements » dans deux des villages concernés. L'entreprise « Shell Nigeria est condamnée à indemniser » trois des quatre agriculteurs « pour les dommages », a déclaré le juge Sierd Schaafsma lors d'une audience à La Haye, précisant que le montant des indemnités serait déterminé à une date ultérieure. La maison mère Royal Dutch Shell est aussi tenue d'équiper l'oléoduc en cause dans l'un des villages « d'un système de détection des fuites afin que les dommages environnementaux puissent être limités à l'avenir », a-t-il indiqué. Soutenus par Milieudefensie - branche aux Pays-Bas de l'organisation internationale les Amis de la Terre -, quatre fermiers et pêcheurs nigériens avaient saisi la justice néerlandaise en 2008, demandant que Shell paie les travaux de dépollution et leur verse des

indemnités. Les plaignants, dont deux sont décédés depuis le début de cette bataille judiciaire, réclamaient également que l'entreprise anglo-néerlandaise nettoie les dégâts dans leurs villages, Goi, Ikot Ada Udo et Oruma, dans le sud-est du Nigeria. « Nous pleurons de bonheur ici. Après 13 ans, nous avons gagné », s'est réjoui Milieudefensie sur Twitter. « Jusqu'à ce matin, les multinationales néerlandaises pouvaient agir en toute impunité dans les pays en développement (...) et cela a changé maintenant », s'est réjoui le directeur de l'association, Donald Pols, devant le tribunal. Shell Nigeria s'est quant à elle dite « déçue » du jugement.

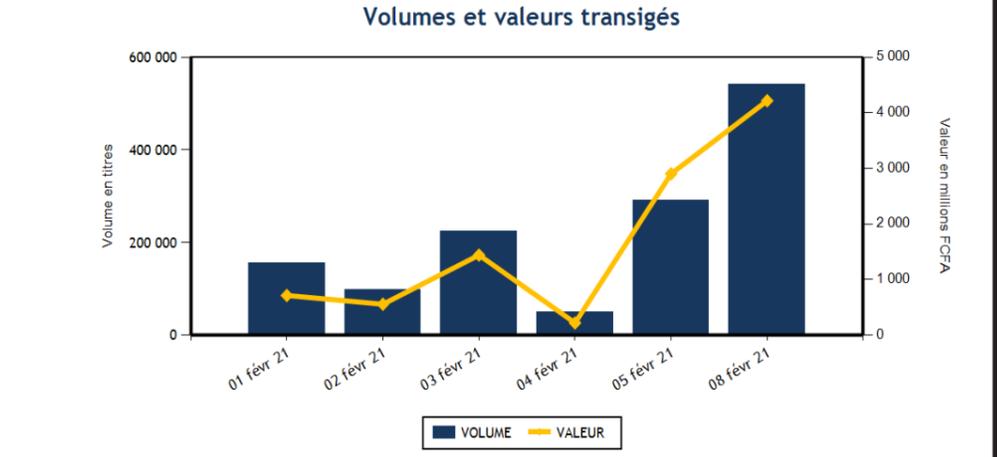
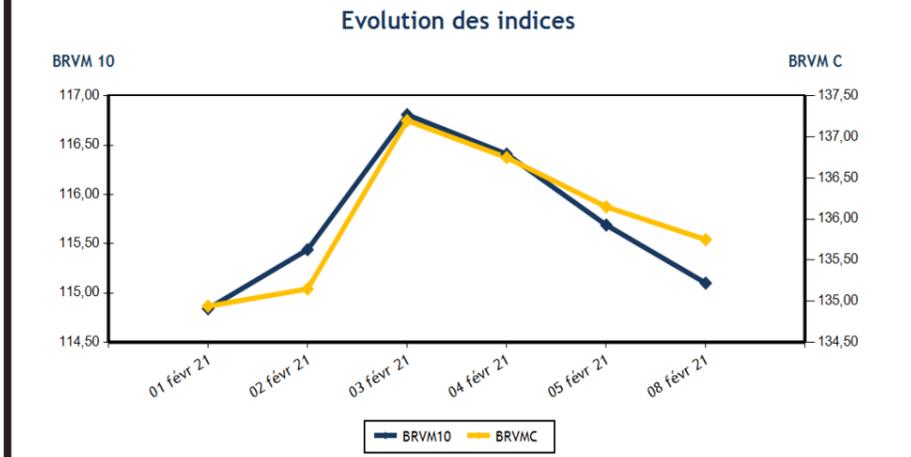
Sabotage

En 2015, la cour d'appel avait déclaré la justice néerlandaise compétente pour statuer dans l'affaire, annulant une décision rendue en 2013 en première instance, selon laquelle la maison mère de Shell - dont le siège social se trouve à La Haye -, ne pou-

vait être tenue responsable des éventuelles négligences de sa filiale au Nigeria. La filiale nigérienne de Shell avait été tenue partiellement responsable et condamnée à verser des indemnités à l'un des quatre plaignants. Les deux parties avaient interjeté appel. Dans son jugement du vendredi 29 janvier 2021, la cour d'appel a notamment conclu que Shell Nigeria est « responsable du fait qu'elle n'a pas interrompu l'approvisionnement en pétrole le jour du déversement » à Goi. Elle a ajouté qu'il lui fallait plus de temps pour statuer sur le cas d'Ikot Ada Udo, affirmant qu'il était prouvé que la fuite était due à un sabotage mais qu'il n'était pas clair si Shell pouvait être tenue responsable de cette fuite et du nettoyage. La multinationale a toujours attribué la pollution à du sabotage et assure avoir nettoyé les lieux.

Avec VivAfrik

BRVM 10	115,10	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 26 lundi 8 février 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	135,75
Variation Jour	↓ -0,51 %		Variation Jour	↓ -0,29 %
Variation annuelle	↓ -12,06 %		Variation annuelle	↓ -6,62 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 078 868 764 216	-0,29 %
Volume échangé (Actions & Droits)	133 164	-30,25 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	204 203 325	-89,24 %
Nombre de titres transigés	38	8,57 %
Nombre de titres en hausse	11	57,14 %
Nombre de titres en baisse	15	36,36 %
Nombre de titres inchangés	12	-29,41 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 120 124 298 969	-0,14 %
Volume échangé	409 432	307,01 %
Valeur transigée (FCFA)	4 012 379 762	298,88 %
Nombre de titres transigés	5	150,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	4	
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 595	7,41 %	41,78 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	500	5,26 %	38,89 %
PALM CI (PALC)	3 500	5,26 %	55,56 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 050	5,00 %	5,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 040	4,00 %	-16,13 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	5 970	-7,44 %	-10,63 %
SMB CI (SMBC)	3 700	-6,33 %	20,13 %
BERNABE CI (BNBC)	605	-5,47 %	0,83 %
NESTLE CI (NTLC)	700	-5,41 %	118,75 %
SITAB CI (STBC)	850	-2,30 %	60,38 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	39,85	-0,90 %	9,93 %	5 350	6 355 815	76,59
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	355,59	-0,54 %	-13,37 %	12 900	97 697 410	8,59
BRVM - FINANCES	15	57,11	-0,49 %	-4,80 %	21 299	33 292 150	6,43
BRVM - TRANSPORT	2	330,96	0,36 %	-12,60 %	429	579 150	5,82
BRVM - AGRICULTURE	5	105,08	1,32 %	21,42 %	6 339	12 492 190	8,28
BRVM - DISTRIBUTION	7	216,75	1,80 %	-4,28 %	86 847	53 786 610	12,80
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	394,84	0,00 %	14,28 %	0	0	4,97
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,12	
Taux de rendement moyen du marché	8,13	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,66	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	84	
Volume moyen annuel par séance	183 626,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 172 343 076,14	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	9,01	
Ratio moyen de satisfaction	46,76	
Ratio moyen de tendance	518,67	
Ratio moyen de couverture	19,28	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-1,66	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BENIN Avenue Charles de Gaulle Cotonou BP 2805 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 26 Fax : (229) 21 31 20 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 820 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA 01 BP 3822 Abidjan 01 Tél : (225) 20 31 55 90 Fax : (225) 20 32 47 77	 GUINÉE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau, Avenue Pinau Nalima CP 88 Bissau Tél : (245) 320 16 52 Fax : (245) 320 16 02	 MALI Immeuble SONAVE, ACI 2000 Handalaya B.P. E. 1360 - Bamako Tél : (223) 44 98 18 10 Fax : (223) 44 98 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, Place de la coopération BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 88 92 Fax : (227) 20 73 88 47	 SENEGAL 7, rue Jean Mérimée BP 6006, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06	 TOGO 4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble 023 Togo BP 3262 Lomé Tél : (228) 22 81 23 16 Fax : (228) 22 26 24 41
---	--	---	--	---	--	---	--

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

États-Unis

Robinhood poursuivi après le suicide d'un trader amateur

Un étudiant californien s'est suicidé, «paniqué» à l'idée de devoir rembourser plus de 650'000 francs sur le site de courtage en ligne Robinhood.



La famille d'un jeune homme qui s'est suicidé alors qu'il était persuadé d'avoir subi de très grosses pertes sur le site de courtage en ligne Robinhood, récemment sur la sellette pour sa gestion de l'affaire GameStop, a déposé plainte lundi contre la société. Alex Kearns, un étudiant de 20 ans, a mis fin à ses jours le 12 juin 2020 après avoir découvert que son compte sur Robinhood affichait un solde négatif de plus de 730'000 dollars (654'560 francs). Il y achetait et vendait des options – des produits financiers assez complexes et hautement spéculatifs. «Cette affaire se concentre sur les tactiques et la stratégie agressives employées par Robinhood pour attirer les investisseurs inexpérimentés et non avertis, comme Alex, pour qu'ils prennent de gros risques avec l'attrait de bénéfices alléchants», affirme la plainte déposée par les parents et la sœur d'Alex

Kearns devant un tribunal de Santa Clara en Californie.

Réponses automatiques

Selon le document, le jeune homme ne devait pas cet argent mais était trop inexpérimenté pour comprendre le relevé envoyé par Robinhood. Il a bien cherché à contacter le service client du courtier en ligne trois fois en quelques heures mais n'a reçu que des réponses automatiques, affirme la plainte. Il s'est alors retrouvé dans un état de «panique complète», persuadé qu'il devait rembourser l'intégralité de la somme évoquée par Robinhood. Sa famille réclame le versement de dommages sans spécifier de montant. Dans un message transmis à l'AFP, une porte-parole de Robinhood affirme que la société a été «dévastée» par le décès du jeune homme et assuré avoir par la suite amélioré son offre, notamment en apportant plus de conseils.

«Nous restons déterminés à faire de Robinhood un lieu pour apprendre et investir de manière responsable», a affirmé la porte-parole. Robinhood est actuellement sur la sellette pour son rôle dans une toute autre affaire: la frénésie spéculatrice autour de certains titres comme GameStop, une chaîne de magasins de jeux vidéo dont l'action a récemment flambé et fait trembler au passage des fonds spéculatifs. Inondé de demandes, Robinhood a dû renforcer en urgence ses fonds propres pour, conformément aux règlements boursiers, fournir un certain dépôt de garantie. Mais en attendant de pouvoir lever au total 3,4 milliards de dollars (3,05 milliards de francs), il a dû temporairement limiter les transactions sur certains titres, poussant certains utilisateurs de la plateforme à déposer une plainte en nom collectif.

Envies suicidaires ? Faites-vous aider!

Selon Stopsuicide.ch, la problématique du suicide est un sujet complexe et multiple qui ne peut s'expliquer au travers d'une réponse unique. Cette association vise à briser le tabou qui englobe le suicide afin de réfléchir aux différents moyens permettant de mettre en oeuvre une aide concrète destinée aux jeunes en souffrance.

(AFP)

Commerce

Cuba s'ouvre au privé pour relancer son économie

Depuis la révolution socialiste menée par Fidel Castro en 1959, l'État avait la mainmise sur l'ensemble de l'économie cubaine.



Cuba a annoncé samedi que l'activité privée serait désormais autorisée dans la plupart des secteurs, une réforme majeure dans ce pays où l'État et ses entreprises dominent l'économie, durement touchée par la pandémie. La mesure, dévoilée en août dernier par la ministre du Travail, Marta Elena Feito, a été approuvée vendredi en Conseil des ministres, selon le quotidien officiel «Granma», du Parti communiste au pouvoir. «C'est un pas énorme et historique», a commenté sur Facebook Oniel Diaz, entrepreneur et patron du cabinet de consultants Auge, qui conseille une cinquantaine d'entrepreneurs privés cubains. La révolution socialiste menée par Fidel Castro en 1959 avait entraîné une vague de nationalisations et la mainmise de l'État sur l'ensemble de l'économie cubaine. L'ouverture au secteur privé a commencé timidement dans les années 1990 avant d'être pleinement autorisée en 2010, même si son véritable essor date du réchauffement historique entre Cuba et les États-Unis initié fin 2014 sous Barack Obama. Mais il restait cantonné à une liste d'activités fixée par l'État. «La liste antérieure des 127 activités (autorisées) est éliminée», a indiqué la ministre du Travail. À l'inverse, désormais une liste fixera les secteurs réservés à l'État, qui ne seront qu'une minorité: «sur les plus de 2000 activi-

tés dans lesquelles est permis l'exercice de travail privé (...), ne seront limitées, de façon partielle ou totale, de 124», a-t-elle expliqué, sans plus de détails.

«Augmenter l'emploi»

Des secteurs stratégiques comme la presse, la santé et la défense devraient rester interdits à l'activité privée. «Que le travail privé continue à se développer, c'est l'objectif de cette réforme de perfectionnement» du secteur, a assuré la ministre. La réforme est «une étape importante pour augmenter l'emploi», a souligné sur Twitter le ministre de l'Économie Alejandro Gil. Elle va «dans le même sens que l'unification monétaire» entrée en vigueur début janvier. Ces deux réformes visent à relancer l'économie: elle a chuté de 11% en 2020 sous l'effet de la pandémie de coronavirus, qui a privé Cuba des précieuses devises des touristes. La libéralisation du secteur privé est «une étape très positive, même si elle arrive tard», car «jusqu'à présent le travail privé fonctionnait de manière très limitée» sur l'île, commente à l'AFP l'économiste Ricardo Torres, de l'université de La Havane. «Il était nécessaire d'accompagner l'unification monétaire avec des mesures pour flexibiliser la création d'emplois» et c'est justement dans le secteur privé qu'«il peut y avoir une source importante d'emplois», ajoute-

t-il. Plus de 600'000 Cubains travaillent dans le privé, soit 14,5% de la population active, dans cette île de 11,2 millions d'habitants. Ils sont employés essentiellement dans la gastronomie, les transports (taxis) et la location de chambres aux touristes.

Et les PME?

Selon la ministre du Travail, le secteur privé «a été durement touché par le renforcement de l'embargo» américain sous l'administration de Donald Trump et «aussi par les effets de la pandémie», qui a poussé nombre d'entre eux à suspendre leur licence (jusqu'à 40% du total selon les chiffres officiels). Oniel Diaz salue justement la ténacité des entrepreneurs privés qui, depuis des années, «ont été capables de monter des activités contre vents et marées» et malgré «la pénurie de matières premières, les régulations déficientes et les sanctions économiques». Le «nouveau scénario exponentielle des possibilités ouvre un chemin sur lequel il n'y aura pas de retour en arrière possible, afin que nous jouions un rôle de plus en plus important dans l'économie nationale». Pour faciliter les choses, le gouvernement a également annoncé la création d'un guichet unique pour solliciter sa licence dans le privé. «Il est important que cela se passe bien», a souligné le Premier ministre Manuel Marrero. Mais il reste une revendication en suspens: la possibilité de créer des petites et moyennes entreprises. Sur Twitter, l'économiste Pedro Monreal se demande si cette réforme «sera le premier» pas avant l'approbation des PME, que le gouvernement étudie depuis 2016. «La réforme doit donner la priorité aux PME privées car celles-ci offrent un meilleur potentiel de productivité pour les travailleurs», estime-t-il.

(AFP)

Bitcoin

Tesla a investi 1,5 milliard de dollars

Le constructeur automobile a annoncé lundi qu'il va commencer à accepter la cryptomonnaie comme moyen de paiement pour l'achat de ses voitures.

Tesla a investi 1,5 milliard de dollars (1,3 milliard de francs) dans le bitcoin et va commencer à accepter la devise virtuelle comme moyen de paiement pour l'achat de ses voitures, a annoncé lundi le groupe. Dans la foulée de cette annonce, le cours de la devise virtuelle s'envolait: il a atteint un nouveau plus haut à plus de 43'000 dollars (près de 39'000 francs). Cette décision intervient quelques jours après qu'Elon Musk, le patron du constructeur de véhicules électriques, a modifié temporairement sa mini-description sur Twitter pour inscrire simplement #bitcoin. L'annonce, faite dans un document adressé lundi au gendarme de la Bourse américain, la SEC, est une marque de confiance en la cryptomonnaie que des régulateurs à travers le

monde estiment encore être plutôt un actif financier utilisé pour des transactions illégales comme le blanchiment d'argent.

Diversifier les sources de liquidités

Tesla explique avoir changé récemment sa politique d'investissements afin de diversifier ses sources de liquidités et de gagner en flexibilité pour pouvoir rémunérer largement ses actionnaires. Dans ce contexte, le conseil d'administration, via le comité d'audit, a donné le feu vert à l'entreprise pour investir dans différents actifs financiers, dont le bitcoin. Outre cet investissement en propre, Tesla «va commencer à accepter le bitcoin comme moyen de paiement lors d'achat de ses produits dans un avenir proche», a souligné le groupe. La mon-

naie virtuelle créée par des anonymes et gérée par un réseau décentralisé est particulièrement volatile et son prix n'est pas toujours facile à déterminer. Cette volatilité et l'anonymat qu'elle procure à ses utilisateurs sont mal accueillis par les autorités, qui appellent à une plus stricte régulation.

Limiter l'usage des cryptomonnaies

Janet Yellen, la nouvelle secrétaire au Trésor de Joe Biden, avait ainsi averti lors de son grand oral de confirmation au Sénat américain que les cryptomonnaies étaient «principalement utilisées» pour le financement d'activités illicites et qu'elles représentaient une «préoccupation particulière».

(AFP)

Suisse

Le chômage augmente encore à 3,7%

Les effets de la crise sanitaire pèsent sur le marché de l'emploi. Quelque 48'000 personnes de plus par rapport au même mois, l'an passé, sont à la recherche d'une activité professionnelle.

Selon les relevés du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), à fin janvier 2021, 169'753 personnes étaient inscrites au chômage auprès des offices régionaux de placement (ORP), soit 6'208 de plus que le mois précédent. Le taux de chômage a augmenté, passant de 3,5% en décembre 2020 à 3,7% pendant

le mois sous revue. Le chômage a augmenté de 48'735 personnes (+40,3%) par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

Jura en tête

La Suisse romande est toujours davantage touchée que le reste de la Suisse. Le taux de chômage s'élève désormais à 5,7% dans le canton

du Jura (0,1 point de plus qu'en décembre). À Genève, il s'affiche à 5,6% (+0,2). Neuchâtel enregistre 5,1% de chômeurs (+0,1 point). Dans le canton de Vaud, le taux est de 5% (+0,1 point). Avec ses 4,9% (+0,2 point), le Valais reste sous la barre des 5%.

(mam/gma)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteackconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Avec cette phase de Lune, on peut s'attendre à des changements rapides et à beaucoup de mouvement dans votre situation financière. Un comportement calme sera nécessaire pour éviter la confusion ou les pertes. Mais cette configuration, d'un autre côté, sera favorable aux décisions concernant les investissements et aux achats de matériel domestique.

Taureau Limitez vos dépenses au strict nécessaire. D'après la configuration astrale de votre thème, vous pourriez bientôt avoir à faire face à des frais imprévus, sans espoir de rentrées inattendues.

Gémeaux Le climat astral touchera particulièrement la vie financière, mais de façon perverse. Des problèmes d'argent se poseront. Ils pourront être résolus si vous faites appel à un organisme de crédit. Ne comptez pas trop sur les amis pour vous dépanner dans ces circonstances difficiles, car "quand le navire est près de sombrer, tous les rats le désertent" (Pline l'Ancien).

Cancer Voilà une journée qui pourrait vous réserver des surprises côté argent. Saturne laisse en effet présager des rentrées d'argent plutôt restreintes. Une somme sur laquelle vous comptiez tardera à vous parvenir, ce qui déséquilibrera votre budget. Mais en même temps, vous saurez négocier efficacement, tant avec votre banquier qu'avec vos créanciers, ou même avec le service fiscal. Cela vous permettra de souffler le temps que votre budget s'assainisse.

Lion Il y aura un certain dynamisme dans la circulation de l'argent : vous en toucherez et en donnerez. Vous dépenserez peut-être plus pour autrui que pour vous-même, mais cela vous fera plaisir. Très nette chance en argent et aux jeux de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Vierge Saturne invitera à la prudence dans les transactions commerciales, achats, ventes. Vous voudrez aller de l'avant, c'est très bien, mais ne vous hâtez pas d'investir vos bénéfices dès maintenant.

Balance Avec les dépenses imprévues que Jupiter vous obligera à engager aujourd'hui, de sérieuses difficultés de trésorerie pourront vous rendre la vie plus dure que vous ne l'aviez envisagée, surtout si vous avez laissé traîner quelques dettes. Désormais, essayez de ne plus vivre au-dessus de vos moyens, même si les conditions de crédit pour certains achats vous semblent excessivement alléchantes.

Scorpion Sous l'influence des influx neptuniens, votre tendance à la dilapidation s'estompera. Vous serez plus sage en matière pécuniaire et saurez éviter les écueils et illusions qui peuplent parfois votre imagination. Ce sera le moment d'investir dans l'immobilier.

Sagittaire Votre situation financière se stabilisera. Vous aurez sans doute moins de dépenses à faire, mais risquez en contrepartie de ne plus bénéficier des petites rentrées supplémentaires qui vous ont aidé ces derniers temps. Vous ne vous en plaindrez pourtant pas : raisonnable et bon gestionnaire, vous n'aurez aucun mal à retomber sur vos pieds.

Capricorne Mercure veillera avec sollicitude sur vos gains et votre bien-être matériel. Changement positif dans ce domaine, le plus souvent en relation avec une promotion professionnelle impliquant de plus grandes responsabilités. Tâchez de vous montrer à la hauteur de la confiance qu'on aura placée en vous.

Verseau Vous serez en mesure de réaliser d'excellentes transactions financières. Vous pourrez même consolider votre situation matérielle en envisageant des placements à long terme. Compte tenu des aspects assez exceptionnels de la planète Pluton, cette journée semble s'y prêter particulièrement bien.

Poissons Vous vous démènerez pour améliorer votre standing, car il vous plaira plus que jamais de montrer des signes extérieurs de richesse pour épater la galerie. Comme la chance sera de votre côté cette fois grâce au coup de pouce des astres, cela marchera fort pour vous. Attention à ne pas continuer dans cette voie, car "les choses nécessaires coûtent peu, les choses superflues coûtent cher" (Diogène)

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU
+228 96 26 05 15

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Etudes Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée, puis se laver les mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli de
coudes en cas de toux ou déternement



LIMITER

les contacts proches, Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
ils toussent, éternuent ou ont de
la fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIEVRES, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTES A RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège: Agoé route de la Cour d'appel (derrière IPP institut)

Tel 00(226) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail sentogo@mail.com Lomé

Production halieutique

Plus de 20 000 togolais vivent de la pêche

La mise en place du Plan de gestion des pêcheries par les pouvoirs publics ont permis d'améliorer la production halieutique ainsi que les conditions de vies des pêcheurs togolais.

● Bernard AFAWOUBO

Au Togo, quelques années en arrière, les ressources halieutiques étaient exploitées de façon anarchique, bafouées par l'utilisation des pratiques et engins prohibés, ce qui rendait difficile la pratique et l'activité moins juteuse. Pour rectifier le tir, les pouvoirs publics ont mis en place un Plan de gestion des pêcheries. Ceci témoigne l'attention particulière que porte le gouvernement à ce secteur d'activité afin d'accroître les revenus des travailleurs et augmenter leur pouvoir d'achat, lutter contre la pauvreté et bâtir un pays émergent. Dans la région des plateaux, Nangbéto est un grand lac de 18 000 ha et pourvoyeur de poissons. Ainsi grâce au Plan de gestion des pêcheries adoptée en août 2013 dans le cadre de la mise en œuvre d'une sous-composante du Projet d'appui au secteur agricole (Pasa) qui tient à améliorer la gestion de la pêche continentale et à développer la pisciculture, la production halieutique est passée de 600 tonnes en 2012 à 3 200 tonnes en 2019. 50% des pêcheurs ont abandonné les mauvaises pratiques et plus de 50% de pêcheurs sollicitent le permis de pêche. Les moyens d'existence des pêcheurs ont été améliorés. Ils épargnent de l'argent pour subvenir à leurs be-



soins et préparer sereinement leur avenir. En outre, les données de la Direction de la pêche et de l'aquaculture (DPA) montrent qu'entre 2018 et 2019, 37 102 tonnes de poissons ont été pêchées au Togo. Très précisément, 18 142 tonnes ont été enregistrées en 2019 et 18 960 tonnes l'année suivante. Incessamment, de nouvelles politiques destinées à mieux booster le secteur seront mises en œuvre ainsi que des dispositions opportunes pour améliorer le rendement halieutique. L'une des meilleures solutions annoncées est l'instauration systématique du repos biologique. Aujourd'hui, le secteur de la pêche contribue à 4,5% du Produit intérieur brut (PIB) et emploie au moins 22 000 personnes dont 10 000 pêcheurs et 12 000 femmes transformatrices de poissons. Inauguré en avril 2019 par le chef de l'Etat, le port de pêche de Gbetsogbé qui est

une infrastructure implantée dans la zone industrielle de Baguida, une localité située dans la région maritime est accessible depuis novembre de la même année. Il dispose d'une criée, de 02 machines de production de glace d'une capacité de 5 000 tonnes par jour, de 03 chambres froides de 390 caisses et peut contenir jusqu'à 300 pirogues. Près de 8 000 emplois comprenant des pêcheurs (3 000), des transformatrices de poissons (3 500) ou des mareyeuses (1 500) devraient être consolidés. La création de 5 000 autres emplois indirects est également attendue. Les travaux de construction du port ont coûté 20 milliards de francs CFA. Le nouveau port de pêche, en lien avec le développement des chaînes de valeurs de la pêche maritime, fera progresser la production halieutique pour atteindre 25 000 tonnes par an.

Elevage

L'ISMA lance le projet clinique vétérinaire mobile

L'Institut supérieur des métiers de l'agriculture (ISMA) de l'Université de Kara a officiellement lancé son projet clinique vétérinaire mobile le jeudi, 04 février 2021. C'était au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée sur le terrain de jeu du CEG Pya Akéi en présence de Mme Kossiwa Kabiya, maire de la commune Kozah 2, de M. Atti Tchabi, directeur de l'ISMA, représentant le président de l'Université de Kara, des enseignants-chercheurs et des étudiants de l'institut.

Mettre l'expertise de l'ISMA au profit des communautés environnantes en matière de soin aux animaux domestiques et aux bétails, telle est l'idée principale qui a permis la mise en place du projet clinique vétérinaire mobile. Le projet est porté par le département de santé animale et production halieutique et permet aux étudiants de la licence professionnelle en soins vétérinaires de mettre déjà en pratique les notions déjà acquises lors de leur formation. Pour la circonstance, M. Atti Tchabi, directeur de l'ISMA, a fait savoir que les services à la communauté sont une des missions de l'Université de Kara et c'est dans ce cadre que s'inscrit le projet clinique vétérinaire mobile. Le projet vise à apporter l'expertise de l'université dans la région de la Kara, voire au-delà. Pour sa part, Mme Kossiwa Kabiya, maire de la commune Kozah 2, a, au nom des populations,



remercié l'Université de Kara pour ses nombreuses actions et initiatives à l'endroit des communautés à la base. Pour finir, elle a fait savoir que ce projet contribuera à améliorer les conditions de vie de la population en assurant la bonne santé des animaux de compagnies et d'élevages. « Cette clinique vétérinaire mobile nous permettra d'aller sur différents sites à la rencontre des propriétaires d'animaux de compagnies, de volailles, de bétails etc. pour administrer des soins contre les patho-

logies dont ils souffrent », a mentionné M. Kpatcha Kadanga, chef du département de santé animale et production halieutique à l'ISMA. Ce projet marque le début de la phase pratique pour les étudiants inscrits en licence professionnelle en soins vétérinaires (LSV). Le projet clinique vétérinaire, ainsi lancé, a démarré avec une séance de vaccination et de traitement gratuit d'animaux sur place et sur d'autres sites du canton de Pya.

Avec univ-kara.tg

OM

Olivier Ntcham répond à André Villas-Boas

Une semaine après son arrivée sous forme de prêt mais aussi l'épisode fracassant de la mise à pied d'André Villas-Boas dont il aura été, malgré lui, un élément du dossier, Olivier Ntcham faisait sa présentation en conférence de presse. L'occasion pour le nouveau milieu de terrain de l'OM de répondre au Portugais.

Olivier Ntcham fête aujourd'hui son 25e anniversaire. Hasard du calendrier, c'est aussi ce mardi que le milieu de terrain faisait sa conférence de presse de présentation à l'OM. Une semaine après la mise à pied d'André Villas-Boas, dont il a été l'acmé du conflit entre le Portugais et sa direction, le joueur a répondu avec un certain caractère à cet épisode houleux. Avec un calme olympien et une certaine détermination, il explique avoir du mal à comprendre. « On m'a rap-

porté ces paroles car je n'ai pas écouté. Ça m'a beaucoup surpris parce que quand j'ai fini l'Euro avec les Espoirs (à l'été 2019, ndlr), l'OM me voulait. Andoni Zubizarreta avait contacté mon entourage. Donc quand moi j'entends ça ensuite, ça me fait drôle. André Villas-Boas me connaissait bien, il était au courant », entame le joueur prêté par le Celtic jusqu'à la fin de saison avec option d'achat. Ntcham a même confié une information jusque-là restée sous silence. Ntcham surpris par les déclara-

tions d'André Villas-Boas « Son agent (à André Villas-Boas, ndlr) voulait travailler avec moi, il voulait même un mandat exclusif sur Marseille que je n'ai pas accepté, et je pense que par la suite il s'en est suivi tout ça. Ça m'a beaucoup surpris, mais après j'ai fait abstraction de cette histoire. J'ai positifé et j'ai regardé de l'avant », assure-t-il. Voilà un nouvel élément qui vient ajouter un peu de piment à une situation qui n'en manquait pas.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Sources
Valeur	
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



Optique à Dieu la Gloire

vous offre un Spécial

Valentine's Day
avec un

Massage en Couple

du 1er au 11 Février 2021

Achetez des lunettes et GAGNEZ
des lots de cadeaux et un bon de **Massage**
à l' **Hotel 2Fevrier**

228 93 28 08 93 | 22 20 71 83

Mieux Voir, c'est Mieux Vivre!

www.odg.tg

